Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2015-1139** **23/12/2015**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 13

Objet : Appel à candidatures : 13 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes (catégorie A/A+) sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence pour le Développement de la Coopération Internationale dans les Domaines de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Espaces Ruraux (ADECIA) :

1 poste de chargé(e) de mission ingénierie de projet (catégorie A/A+) à PARIS (75).

Agence des Aires Marines Protégées :

1 poste de chargé(e) de mission « patrimoine naturel » au sein des parcs naturels marins de Mayotte et des Glorieuses (catégorie A ou agents contractuels) à ILONI (Mayotte).

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire Alimentation, Environnement, Travail (ANSES) :

1 poste de chargé(e) de dossier d'AMM de médicaments vétérinaires (catégorie A ou agent contractuel) à FOUGERES (35).

1 poste de chef(fe) de projets scientifiques et techniques en évaluation des risques biologiques dans les aliments (catégorie A+ ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de chargé(e) de projet scientifique et technique (agent contractuel de catégorie A) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste d'évaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de l'écotoxicologie – pesticides (F/H) (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste d'évaluateur scientifique et technique résidus et sécurité des aliments (F/H) (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste d'expert(e) scientifique suivi de l'utilisation des antibiotiques (agent contractuel de catégorie A) à FOUGERES (35).

Direction des Affaires Vétérinaires, Alimentaires et Rurales (DAVAR) :

1 poste de directeur(rice) des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales (catégorie A) à NOUMEA (Nouvelle-Calédonie).

Etablissement Public du Marais Poitevin :

1 poste de chargé(e) de mission : règles de gestion de l'eau (catégorie A ou agent contractuel) à Luçon (85).

1 poste de chargé(e) de mission : gestion quantitative de la ressource en eau sur le Marais poitevin, porteur de l'organisme unique de gestion collective (OUGC) (catégorie A+ ou agent contractuel) à Luçon (85).

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) :

1 poste de chargé(e) de mission « équilibre agro-sylvo-cynégétique » (catégorie A) à AUFFARGIS (78).

Parc National des Calanques :

1 poste de chargé(e) de mission maîtrise d'ouvrage travaux/aménagement (catégorie A ou B+) à MARSEILLE (13).

L'adjoint à la sous-directrice mobilité, emplois et carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Agence pour le développement de la coopération internationale
dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux
Assistance Technique France

Chargé(e) de mission, fonctionnaire catégorie A/A+
Niveau parcours professionnel : 2
- mise à disposition –

Agence pour le Développement de la Coopération Internationale dans les domaines de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Espaces Ruraux (ADECIA)
Groupement d'Intérêt Public

Ingénierie de projet
Durée de trois ans renouvelable – poste à pourvoir rapidement

Le Groupement d'Intérêt Public ADECIA a été créé en juillet 2007 avec l'ambition de **faire travailler ensemble** tous les acteurs publics du monde agricole qui interviennent sur les questions internationales et de **mobiliser et valoriser l'expertise française** à l'international.

Les axes de travail identifiés comme prioritaires par l'ensemble de ses partenaires sont les suivants :

- Etablir et favoriser des synergies entre les acteurs publics,
- Promouvoir l'expertise française à caractère institutionnel,
- Assurer une mission d'ingénierie de projet, notamment par une mobilisation accrue des fonds de coopération disponibles au sein des grandes organisations multilatérales, en particulier les jumelages de la Commission européenne (instrument de pré-adhésion et politique européenne de voisinage),
- Gérer des actions d'influence du MAAF,
- Assurer la gestion administrative et financière des projets et des programmes.

Nature de l'activité :

- Ingénierie de projets : veille, actions de coopération bilatérale du Ministère en charge de l'Agriculture ; projets de coopération et d'assistance technique à caractère institutionnel (jumelages de la Commission européenne, programme TAIEX - Technical Assistance and Information Exchange Instrument, projets d'assistance technique sur fonds bilatéraux et multilatéraux) ;
- Identification et mobilisation d'experts au sein des organisations membres et partenaires privilégiés de l'ADECIA;
- Contribution à la communication sur l'expertise française, notamment via internet.

Compétences souhaitées :

- Expérience dans le domaine international et/ou dans le montage de projet
- Dynamisme, réactivité ; capacité à travailler dans des délais très courts ; capacités rédactionnelles
- Capacités relationnelles et goût pour les contacts tant nationaux qu'internationaux ; goût pour le travail en équipe (5 personnes) ;
- Maitrise de l'anglais écrit et parlé ;
- Une expérience dans les secteurs des politiques agricoles, de la santé des plantes, de la recherche ou des filières agricoles, au niveau central ou déconcentré serait appréciée.

Localisation : Paris 19 avenue du Maine, 75015 Paris.

Personnes à contacter :

- Monique Tran, Directrice d'ADECIA, monique.tran@agriculture.gouv.fr

Les personnes intéressées devront adresser leur candidature **avant le 15 février 2016** par voie électronique (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation) à l'attention de : **Sophie Villers, Présidente du GIP Adecia, sophie.villers@agriculture.gouv.fr.**

Agence des aires marines protégées

Emploi proposé

Chargé(e) de mission « patrimoine naturel » (F/H) au sein des parcs naturels marins de Mayotte et des Glorieuses

Grade : Ouvert en priorité aux fonctionnaires de catégorie A ou à défaut aux personnels non titulaires de niveau équivalent

Niveaux d'études : Minimum Bac+5

Résidence administrative : Iloni (Mayotte)

Position statutaire : Position normale d'activité, détachement ou mise à disposition pour les fonctionnaires, contrat à durée déterminée de trois ans pour les agents non titulaires

Contexte

Les parcs naturels marins de Mayotte (PNMM) et des Glorieuses (PNMG) ont été créés respectivement par décrets n°2010-71 du 18 janvier 2010 et n°2012-245 du 22 février 2012. Englobant l'ensemble des eaux sous juridiction française autour de Mayotte et des Glorieuses, ces deux parcs contigus forment l'une des plus grandes aires marines protégées françaises, avec une superficie de plus de 112 000 km². Ils abritent une biodiversité d'une richesse exceptionnelle, exposée, à Mayotte, à des pressions anthropiques fortes dans le contexte d'explosion démographique et de développement socio-économique que connaît actuellement l'île, 101ème département français et prochainement région ultrapériphérique de l'Europe.

Comme tout parc naturel marin, ces parcs ont pour objectif de contribuer à la connaissance du patrimoine marin ainsi qu'à la protection et au développement durable du milieu marin *(Code environnement L334-3).*

Les moyens nécessaires au fonctionnement des parcs sont mis à disposition par l'Agence des aires marines protégées, établissement public administratif créé par la loi nº 2006-436 du 14 avril 2006. La même équipe (27 agents) est au service des conseils de gestion de chacun des parcs. Elle se compose d'une direction et de deux services : le service « Ingénierie » et le service « Opérations ».

Le service « ingénierie » est chargé de mettre en place les mesures de gestion prévues dans les plans de gestion des deux parcs, de préparer les dossiers relatifs aux avis des conseils de gestion, de préparer et de réaliser les plans d'actions annuels. Il conduit ces actions en liaison étroite avec le service « Opérations ». Celui-ci est chargé de l'application du programme d'action sur le terrain au sein du parc. Il assure notamment les opérations de suivi du milieu marin, de surveillance et de contrôle et contribue fortement à la sensibilisation des usagers.

Nature de l'activité

Le/la titulaire du poste sera placé(e) sous l'autorité de la directrice adjointe en charge du service ingénierie.

Il/elle sera en charge notamment de la mise en œuvre des plans de gestion et de leur suivi (tableau de bord) sur le thème du patrimoine naturel marin et plus particulièrement des écosystèmes associés aux récifs coralliens, mangroves et habitats méconnus (substrats meubles par ex.), et des mammifères marins, de l'avifaune et des espèces remarquables méconnues.

Il/elle sera chargé(e) d'assurer les missions suivantes :

- Représentation du Parc auprès des acteurs mahorais intervenant dans le domaine du patrimoine naturel et auprès de partenaires de l'Agence et extérieurs (réseaux thématiques Agence, réseaux d'experts, colloques et séminaires spécialisés…) ;
- Pilotage de projets et mise en œuvre d'actions pour le patrimoine naturel pour les deux parcs naturels marins de Mayotte et des Glorieuses: montage de projet (utilisation de l'application informatique SIGP), établissement de CCTP dans le cadre de procédures de marché public le cas échéant, suivi du bon avancement des projets, sur le plan technique et financier, établissement des services faits, vérification du respect des délais et de la nécessité, le cas échéant, de prolonger les délais (de convention, de marchés…), recherche de financements extérieurs ;
- Finalisation de la rédaction de l'état initial du plan de gestion du Parc naturel marin de Mayotte ;
- Elaboration des protocoles de suivi du plan de gestion, test de ces protocoles, et formation des agents de terrain à leur mise en œuvre;
- Contribution à l'établissement du tableau de bord du Parc, collecte de données et monitoring, remplissage régulier du tableau de bord ;
- Contribution de divers réseaux (REMMAT, observateurs bénévoles) ;
- Contribution à la fédération des différents partenaires autour du projet de parc et des objectifs de son plan de gestion (animation des partenaires, création de réseaux d'acteurs…) ;
- Contribution au projet éducation à l'environnement, aux actions de communication (y compris site intranet et internet) et aux manifestations en relation avec la mer ;
- Participation aux réseaux thématiques animés par le siège de l'Agence des aires marines protégées, notamment celui relatif au patrimoine naturel ;
- Expertise et formulation d'avis techniques/scientifiques sur les projets en relation avec le patrimoine naturel ;
- Coordination et participation à l'élaboration des bio-indicateurs (invertébrés de substrats meubles, coraux) définis dans le cadre de l'application de la Directive Cadre sur l'Eau ;
- Participation à des programmes scientifiques ou des chantiers thématiques.

Il/elle travaille en relation étroite avec les autres chargé(e)s de mission du siège de l'Agence des aires marines protégées et du service ingénierie, et plus particulièrement ceux chargés :

- des tortues marines, dugongs, herbiers de phanérogames et campagnes scientifiques mammifères marins ;
- de la qualité de l'eau ;
- de l'animation des réseaux (réseaux d'échouage, d'observateurs bénévoles…) ;
- du tableau de bord ;
- des Glorieuses.

Qualités requises

Compétences et expérience professionnelle

- Niveau bac+5 minimum en biologie et écologie marine ;
- La qualification plongeur professionnel classe IB serait un plus ;

- Maîtrise de l'anglais technique dans le champ professionnel ;
- Expérience et rigueur dans le pilotage et le suivi de projets ;
- Notions de marchés publics, expérience de rédaction de cahiers des charges techniques.

Qualités personnelles

- Capacités rédactionnelles et aisance à l'oral, capacité à adapter le discours aux interlocuteurs ;
- Capacités relationnelles, capacités à travailler en équipe (interne et externe) ;
- Capacités d'initiative et autonomie ;
- Aisance à bord d'un navire ;
- Capacités d'adaptation au contexte particulier de Mayotte (insularité, éloignement, contexte socio-économique, contexte professionnel…).

Candidatures

Date limite de candidature : **3 janvier 2016**

Prise de poste : **dès que possible**

Les candidatures devront consister en une lettre de motivation et un curriculum vitae et **faire apparaître le statut du candidat**.

Elles sont à adresser :

- par mail à recrutement@aires-marines.fr en indiquant **impérativement en objet de votre mail la référence « P076 »** ;

Ou

- par courrier à :

  Agence des aires marines protégées, Service Ressources Humaines, 16 quai de la douane,

  CS 42932, 29229 Brest cedex 02.

Les personnes souhaitant des informations sur le poste peuvent contacter Madame Cécile PERRON, directrice déléguée des Parcs naturels marins de Mayotte et des Glorieuse, par téléphone au 06.39.09.12.12, ou par mail à l'adresse suivante, cecile.perron@aires-marines.fr

Modalités de sélection

Une première sélection des candidats est effectuée au vu de la lettre de motivation et du curriculum vitae. Les candidats fonctionnaires sélectionnés seront convoqués devant un (ou plusieurs) jury(s). En l'absence de candidature retenue parmi les fonctionnaires, les candidats non fonctionnaires sélectionnés seront à leur tour auditionnés par le(s) jury(s).

Date : 18/12/2015

Poste à pourvoir	**Chargé de dossier d'AMM de médicaments vétérinaires (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public (2 ans)**
Localisation	**Fougères (35)**
Prise de fonction	**Février 2016**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Agence Nationale du Médicament Vétérinaire (ANMV) – Unité enregistrement
L'ANMV assure la gestion des décisions relatives au médicament vétérinaire notamment la délivrance des autorisations administratives relatives au médicament vétérinaire, la surveillance des effets indésirables des médicaments ainsi que le contrôle des établissements pharmaceutiques et la surveillance du marché des médicaments vétérinaires.

Missions / contexte

Le département Autorisation de mise sur le marché a en charge l'évaluation des médicaments vétérinaires chimiques et immunologiques. Il prépare les décisions administratives qui découlent de l'évaluation en vue de l'octroi ou du refus des AMM.

L'Unité Enregistrement est l'unité de gestion administrative pour l'ensemble des demandes d'autorisations relatives aux médicaments vétérinaires. Elle est composée de 10 personnes (4 secrétaires, 3 chargés de dossiers, 1 archiviste, 1 chef d'unité et 1 chef d'unité adjoint)

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, le « Chargé de dossier » est le garant du contrôle de la conformité réglementaire des demandes. Il assure leur suivi et la préparation des décisions en lien avec les unités d'évaluation du département.
garant

Activités

Pour cela, il aura la responsabilité des activités suivantes :

- Réaliser la recevabilité administrative d'un dossier
- Rédiger un rapport d'instruction pour certaines procédures européeennes.
- Instruire et formuler un avis sur une demande d'autorisation administrative.
- En appui des unités d'évaluation, le chargé de dossier assurera des missions de rapportariat pour certaines procédures européennes

Les activités du chargé de dossier pourront évoluer en fonction des besoins de l'unité et de la répartition entre les différents chargés de dossier.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

BAC + 5 scientifique
Master en chimie/ biologie/biochimie

Expériences similaires

Une expérience en « affaires réglementaires » ou plus généralement dans le domaine de la réglementation du médicament ou le domaine vétérinaire serait appréciée.

- Réglementation nationale et européenne du médicament vétérinaire ;
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique, oral et écrit ;
- Maîtrise des outils de bureautique.
- Bonnes capacités rédactionnelles

Compétences

- Capacité d'écoute, d'analyse, de synthèse ;
- Capacité à travailler en équipe, en réseau, sens du contact ;
- Capacité d'organisation, d'anticipation et de gestion des priorités ;

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 16 janvier 2016

Renseignements sur le poste : Mme Laetitia LE LETTY, chef de l'unité enregistrement (laetitia.leletty@anses.fr) au 02.99.94.78.60

Madame Hélène AMAR, chef du département Autorisation de mise sur le marché (helene.amar@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-148 à : recrutement@anses.fr

Date : 17/12/2015

Poste à pourvoir	**Chargé de projet scientifique et technique (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public jusqu'au 30/06/2016**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Santé Animale
Unité Mixte de Recherche Biologie moléculaire et Immunologie Parasitaires (UMR BIPAR) - Equipe Paralim « Parasites transmis par les aliments »

Missions / contexte

Le poste s'inscrit dans un contrat de recherche financé par le DIM Maladies Infectieuses (Malinf) de la Région Ile de France. L'équipe d'accueil (Equipe Paralim) est orientée sur la lutte contre les parasites zoonotiques transmis par les aliments en développant de nouvelles méthodes de détection, de nouvelles voies thérapeutiques ou vaccinales afin de contrôler les maladies parasitaires des animaux et de prévenir la contamination humaine.
L'équipe est également un Laboratoire National de Référence et anime un Centre Collaborateur OIE (Organisation Mondiale de la Santé Animale, www.oie.int) sur la thématique « Parasites zoonotiques transmis par les aliments » et travaille avec un réseau bien établi de collaborations scientifiques avec de nombreux partenaires Français (INRA, MNHN...), Européens, Canadiens et Chinois notamment.

L'équipe est composée de 15 agents dont 8 scientifiques et enseignant-chercheurs, 1 ingénieur de recherche, 3 ingénieures d'étude, 2 techniciennes, 1 doctorant et des étudiants de Master 2.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef de l'unité, l'agent recruté sera en charge de poursuivre le travail initié dans le cadre du DIM Malinf.
Le post-doctorant travaillera donc en lien direct avec ce scientifique et la responsable d'équipe en charge de ce projet. Le contrat s'inscrit dans le cadre d'une collaboration étroite avec le Museum National d'Histoire Naturelle de Paris (et l'INRA de Tours-Nouzilly Des déplacements réguliers sont donc à envisager au MNHN et plus ponctuellement à l'INRA de Tours-Nouzilly.
L'objectif de l'équipe vise à développer de nouveaux outils pour lutter contre les nématodes parasites. Il est nécessaire d'identifier dans un premier temps de nouvelles cibles antigéniques pour l'amélioration des tests et le développement de nouvelles méthodes de détection des nématodes parasites. Par conséquent, les fonctions de protéines candidates doivent être caractérisées.

Activités

Le candidat aura particulièrement en charge le développement de la technique de KO transitoire par RNA interférence sur *Trichinella spiralis* et sur *Litomosoides sigmodontis*. Les cibles choisies dans un premier temps sont les récepteurs cholinergiques de ces nématodes et l'obtention d'un phénotype parasitaire *in vitro* et *in vivo* afin d'évaluer l'inactivation de l'expression protéique.

Conditions particulières Des déplacements réguliers sont donc à envisager au MNHN et plus ponctuellement à l'INRA de Tours-Nouzilly.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :
Bac + 8, Doctorat en Biologie / Sciences de la Vie souhaité
Bac + 5 en sciences de la vie

Première expérience post-doctorale exigée,

Compétences
- Expérience en parasitologie et si possible en nématologie
- Maitrise des approches transcriptomiques
- Expérience en expérimentation animale serait souhaitable
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale)
- Adaptation rapide en travail d'équipe
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique,

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 17/01/2015

Renseignements sur le poste : isabelle.vallee@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-155 à : recrutement@anses.fr

Date : 21/12/2015

Poste à pourvoir	**Chef de projets scientifiques et techniques en évaluation des risques biologiques dans les aliments (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER)
Unité « évaluation des risques liés aux aliments » (UERALIM)

Missions / contexte

La Direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle peut également faire appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

L'unité « évaluation des risques liés aux aliments » a pour mission principale la coordination des travaux des collectifs d'experts et la production des évaluations des risques alimentaires d'origines biologique et chimique, sous la responsabilité d'un chef d'unité et de deux adjoints, pour chacune de ces spécialités.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité et de l'adjoint au chef d'unité pour la thématique des risques liés aux dangers biologiques, le Chef de projets scientifiques et techniques est chargé d'assurer le suivi scientifique des expertises en évaluation des risques au sein des collectifs d'experts dédiés.

Activités

- Coordonner le traitement de saisines dans le cadre du comité d'experts spécialisés, ainsi que des groupes de travail ou des groupes d'expertise collective d'urgence qui y sont rattachés ;
- Réaliser des travaux bibliographiques ou de synthèse nécessaires au traitement de certaines saisines ou à la rédaction de rapports ;
- Contribuer à la production des avis scientifiques et recommandations de l'Anses dans le domaine des risques biologiques dans les aliments ;
- Contribuer au développement d'approches innovantes de l'évaluation des risques dans les filières alimentaires
- Contribuer à la communication scientifique sur les avis et rapports produits ;
- Assurer la mise en œuvre et le respect des procédures qualité.

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

Doctorat en microbiologie souhaité
Diplôme d'ingénieur ou master en microbiologie ou en sciences des aliments

Expériences similaires

Expérience confirmée (au moins 5 ans) dans le domaine de l'évaluation des risques.

Compétences

- Solides connaissances scientifiques et/ou techniques relatives aux dangers biologiques ;
- Solides connaissances des approches d'évaluation du risque et leurs applications/pertinences dans le traitement des problèmes de sécurité des aliments ;
- Connaissances de la réglementation française et européenne en matière de sécurité des aliments ;
- Capacité à appréhender des problématiques scientifiques complexes et à conduire des réunions dans le cadre d'expertise collective ;
- Bonne capacité rédactionnelle, expression orale, aptitude à synthétiser des avis et des rapports ;
- Capacité à travailler en équipe et en collaboration avec les experts auprès de l'Agence ;
- Maîtrise orale et écrite de l'anglais scientifique et technique ;
- Aptitude organisationnelle, rigoureux (se) et dynamique ;
- Des connaissances relatives aux phycotoxines (biotoxines marines) et/ou des cyanotoxines seraient un plus.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 10 janvier 2016

Renseignements sur le poste : Moez SANAA, Chef de l'UERALIM (moez.sanaa@anses.fr, 01 49 77 22 25), Nathalie ARNICH, adjointe au chef d'unité (nathalie.arnich@anses.fr, 01 56 29 55 70)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-133 à : recrutement@anses.fr

Date : 17/12/2015

Poste à pourvoir	**Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de l'écotoxicologie – Pesticides (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public jusqu'au 29/12/2016**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des Produits Règlementés,
Unité Evaluation Ecotoxicologie Environnement des Intrants du Végétal

Missions / contexte

La Direction de l'évaluation des Produits Réglementés (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché.

Concernant l'évaluation des substances et produits phytosanitaires, la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel aux comités d'experts spécialisés et groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

L'Unité Evaluation Ecotoxicologie Environnement des Intrants du Végétal est chargée de l'évaluation des risques pour l'environnement des substances actives lors de leur demande d'approbation au titre du règlement (CE) n°1107/2009 et des produits phytopharmaceutiques et matières fertilisantes et supports de cultures dans le cadre des autorisations de mise sur le marché (AMM).
L'équipe est composée de 28 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique est en charge d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM des produits phytopharmaceutiques, d'adjuvants, de fertilisants et de support de culture et des dossiers afférents, ainsi que des monographies des substances actives au niveau européen, dans le domaine de l'écotoxicologie.

Activités

- Evaluer les données incluses dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures communautaires et françaises d'autorisations de mise sur le marché et des demandes afférentes.
- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des lignes européennes existantes.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en français ou en anglais dans le domaine de compétence concerné.
- Respecter les délais de l'évaluation de l'évaluation
- Contribuer à la préparation des monographies dont la France est état membre rapporteur
- Assurer la veille scientifique, réglementaire et technique en lien avec les services concernés (service d'appui juridique, documentation)

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :
BAC + 3 à BAC+ 8
MASTER II, DEA ou diplômes d'ingénieur, en écotoxicologie

Expériences similaires
Expérience professionnelle dans le domaine des produits phytopharmaceutiques

Compétences

- Connaissances approfondies en écotoxicologie
- Connaissances réglementaires dans le domaine des substances et produits phytopharmaceutiques souhaitées
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe.
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur).
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 10/01/2016

Renseignements sur le poste : Véronique POULSEN (veronique.poulsen@anses.fr / 01 49 77 21 55)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-153 à : recrutement@anses.fr

Date : 22/12/2015

Poste à pourvoir	**Evaluateur scientifique et technique Résidus et Sécurité des Aliments (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée de déterminée jusqu'au 29/12/2016**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**15 février 2016**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des produits réglementés,
Unité Résidus et Sécurité des Aliments (URSA)

Missions / contexte

La direction de l'évaluation des produits réglementés (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché.

En ce qui concerne l'évaluation des substances et produits phytopharmaceutiques, la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à son comité d'experts spécialisés dédié, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

L'Unité Résidus et Sécurité des Aliments est chargée de l'évaluation scientifique de la partie Résidus et Sécurité des Aliments des dossiers d'approbation de substances actives phytosanitaires et biocides, des demandes d'autorisation de mise sur le marché des préparations contenant ces substances, menées dans le cadre européen, zonal ou non, et des demandes afférentes. Elle est également en charge de l'évaluation des matières fertilisantes et supports de cultures (MFSC) dans ce domaine. A ce titre, elle rédige la partie correspondante des dossiers, assure la cohérence de l'ensemble des évaluations réalisées et veille au respect des délais réglementaires.
Par ailleurs, l'URSA est en charge du traitement de l'ensemble des dossiers de demandes de modifications de Limites Maximales de Résidus (LMR) pour les substances actives phytosanitaires et biocides, ces dossiers étant exclusivement traités dans un cadre législatif Européen.
L'équipe est composée de 19 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, les missions de l'évaluateur sont d'assurer l'évaluation scientifique de la partie « Résidus et sécurité des aliments » des dossiers soumis à la DEPR,

Activités

- Evaluer les études scientifiques.
- Exploiter des données et/ou résultats scientifiques
- Recenser des données bibliographiques
- Intégrer des données
- Présenter les travaux d'évaluation dans le cadre national et européen
- Contrôler leur validité et leur cohérence
- Commenter les évaluations scientifiques réalisées par les partenaires européens ou internationaux
- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des lignes européennes existantes.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en français ou en anglais dans un cadre national ou européen.
- Présenter les travaux d'évaluation dans le cadre national ou européen

Respecter les délais de l'évaluation

Participer à l'amélioration des procédures internes à l'URSA et au respect de l'ensemble des procédures de la DEPR et de l'Anses.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :
Ingénieur, DEA, DESS ou équivalent (chimie analytique, agronomie, toxicologie, évaluation de risques, etc)

Expériences similaires
Expérience en évaluation des risques alimentaires appréciée

Compétences

- Connaissance de la méthodologie d'évaluation des risques liés à l'alimentation
- Connaissance de la règlementation européenne et internationale dans le domaine des résidus dans l'alimentation,
- Connaissance du fonctionnement des institutions françaises, européennes et internationales, dans le secteur de l'évaluation des produits phytopharmaceutiques et de la fixation des LMR
- Capacités d'analyse et de synthèse
- Aptitudes à la communication orale et écrite, en français et en anglais
- Connaissance des logiciels informatiques du pack office
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe ;
- Communiquer en anglais scientifique et technique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 12/01/2016

Renseignements sur le poste : Xavier SARDA (xavier.sarda@anses.fr) ou Suzanne PIERLOT (suzanne.pierlot@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-154 à : recrutement@anses.fr

Date : 17/12/2015

Poste à pourvoir	**Expert scientifique suivi de l'utilisation des antibiotiques (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat de travail de droit public pour une durée de 2 ans**
Localisation	**Fougères (35)**
Prise de fonction	**Février 2016**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Agence Nationale du Médicament Vétérinaire (Anses-ANMV)

Missions / contexte

L'Anses-ANMV assure la gestion des décisions relatives au médicament vétérinaire notamment la délivrance des autorisations administratives relatives au médicament vétérinaire, la surveillance des effets indésirables des médicaments ainsi que le contrôle des établissements pharmaceutiques et la surveillance du marché des médicaments vétérinaires.
Le département Inspection et surveillance du marché a en charge la gestion et l'instruction des dossiers de demandes d'autorisation des établissements pharmaceutiques vétérinaires, l'inspection de ces établissements et la surveillance des médicaments mis sur le marché. L'Unité Surveillance du Marché, composée de 7 agents, a pour mission le contrôle de la qualité chimique, de l'étiquetage et de la publicité. Elle reçoit les déclarations de défauts qualité et gère les mesures inhérentes telles que les rappels de lots. Elle est également en charge des questions relatives à la disponibilité des médicaments vétérinaires, à la surveillance du marché et des contrefaçons.

Dans le cadre du plan EcoAntibio2017 mis en place par le ministère en charge de l'agriculture, l'Anses-ANMV pilote plusieurs actions relatives à la surveillance de l'usage des antibiotiques notamment les actions n°5, 34 et 35.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef de l'unité surveillance du marché et en lien avec l'adjoint au directeur de l'Anses-ANMV, l'agent sera chargé du suivi de projets relatifs à la surveillance de l'utilisation des antibiotiques, de l'analyse de données relatives aux ventes d'antibiotiques et de la préparation du rapport annuel sur le suivi des ventes d'antibiotiques en France.

Activité

Analyser les données de ventes des médicaments vétérinaires contenant des antibiotiques ;
Actualiser les données de référence nécessaires au calcul des indicateurs ;
Proposer et mettre en place des améliorations méthodologiques dans le cadre de ces études ;
Analyser les données de prescription, délivrance, usage de médicaments vétérinaires recueillies à l'Anses-ANMV ;
Participer à la rédaction du rapport annuel du suivi des ventes publié par l'Anses-ANMV ;
Suivre un ou plusieurs projets de recueil de données d'utilisation des antibiotiques (conventions).

Déplacements occasionnels

Conditions particulières

Permis B exigé.
Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.
* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses.
Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

Master 2 en épidémiologie ou Docteur vétérinaire ou Docteur en Pharmacie disposant d'une expérience en épidémiologie

Expériences similaires

Expérience professionnelle dans le domaine de l'épidémiologie et de la pharmacie vétérinaire ou de la microbiologie souhaitée

Compétences

- Connaissance en épidémiologie et statistiques
- Très bonne maitrise de Microsoft Excel
- Maîtrise des outils de bureautique
- Maîtrise de l'anglais à l'oral
- Bonnes capacités rédactionnelles en Français et en Anglais
- Rigueur, efficacité, réactivité, autonomie
- Capacités d'analyse et de synthèse
- Capacités d'organisation et de hiérarchisation des priorités
- Sens de la communication en interne comme en externe
- Travail en équipe pluridisciplinaire et en transversal

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 15/01/2015

Renseignements sur le poste : Gérard Moulin, Adjoint au Directeur : gérard.moulin@anses.fr

Tél. 02 99 17 27 76

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-146 à : recrutement@anses.fr

Directeur des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales

Référence : CI15-3135-808 du 11 décembre 2015

Employeur : Nouvelle Calédonie

Corps /Catégorie : Emploi fonctionnel
Catégorie A

Direction : des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales (DAVAR)

Lieu de travail : Nouméa

Date de dépôt de l'offre : 18/12/2015

Date limite de candidature : 15/01/2016

Détails de l'offre :

Emploi RESPNC : Directeur

La direction des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales de Nouvelle-Calédonie (DAVAR), placée sous l'autorité du secrétaire général et organisée en 4 services techniques et 1 service administratif et financier, a en charge notamment :

- la réglementation et le contrôle zoo-phytosanitaire aux frontières
- l'hygiène, les analyses de laboratoire et la santé publique vétérinaire
- les statistiques agricoles et études rurales
- la gestion de la ressource en eau du domaine public fluvial.

Missions :
Le directeur participe à la définition de la politique sectorielle du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et met en œuvre les plans d'actions arrêtés dans les domaines d'activités de la DAVAR.

- Diriger, coordonner, animer les équipes en place (environ 140 personnes) et assurer le bon fonctionnement de la direction
- Organiser, optimiser et suivre la gestion des ressources (budgétaires, administratives, humaines...) de la direction et en évaluer l'efficience
- Participer à la mise en œuvre de la politique publique préalablement définie
- Assurer la tutelle technique des établissements publics et des organisations professionnelles intéressant le secteur rural, sous réserve des attributions des autres services de la Nouvelle Calédonie, en matière économique et financière
- Représenter la direction et par délégation le président du gouvernement, dans les instances locales (CAM, CAMA...) ou régionales (CPS...) relevant du secteur d'activité

Profil du candidat

Savoir / Connaissance/Diplôme exigé :

- Ingénieur de conception
- Connaissances dans les domaines économie agricole et/ou agronomie et/ou "génie rural/eaux et forêts" et/ou protection sanitaire à l'échelle d'un département, d'une région ou d'un pays
- Expérience de 5 ans minimum dans un poste à forte responsabilité, dans un service technique du secteur rural ou en qualité de chef de projet
- Bonne connaissance des règles budgétaires et comptables des finances publiques
- Connaissance de l'organisation politique et administrative de la Nouvelle-Calédonie et du contexte calédonien
- Méthode et outils d'évaluation des politiques publiques

Savoir-faire :

- Aptitude à l'encadrement
- Capacité à concevoir et traduire les orientations du gouvernement en plans d'actions ou projets stratégiques
- Capacité d'initiative, d'analyse, de synthèse et d'animation d'une équipe
- Sens du dialogue, de la négociation, des relations publiques
- Qualités rédactionnelles et d'élocution

Comportement professionnel :

- Sens du service public et des responsabilités
- Discrétion
- Prise d'initiative et réactivité
- Rigueur, méthode et sens de l'organisation
- Bon relationnel et travail en équipe
- Disponibilité

Contact et informations complémentaires :
M. Alain MARC (Secrétaire général du gouvernement)
Tél. : 24.65.65
Mél : *alain.marc@gouv.nc*

POUR RÉPONDRE À CETTE OFFRE

Les candidatures (CV détaillé, lettre de motivation, photocopie des diplômes, fiche de renseignements et demande de changement de corps ou cadre d'emplois si nécessaire) précisant la référence de l'offre doivent parvenir à la **Direction des Ressources Humaines de la fonction Publique de la Nouvelle-Calédonie** par :

- voie postale : **BP M2 – 98849 NOUMEA Cedex**
- dépôt physique : **DRHFPNC – SDRH / section Emploi – centre administratif Jacques Iékawé 5ème étage – bureau 502-A – 18 avenue Paul Doumer – centre ville de Nouméa**
- mail : *drhfpnc.recrutement@gouv.nc*

Les candidatures de fonctionnaires doivent être transmises sous couvert de la voie hiérarchique

---

Etablissement public
du Marais poitevin

Fiche de poste

Intitulé du poste	**Chargé de mission : Règles de gestion de l'eau**
Domaines	Territoire et développement durable
Modalités d'affectation	Détachement sur contrat (fonctionnaire), mise à disposition (depuis une structure publique), CDD de 3 ans (statut d'agent public) à défaut.
Catégorie statutaire	Cadre A
Localisation	Luçon (Vendée)
Contexte	Prévu par la loi Grenelle 2, l'Etablissement public du Marais poitevin (EPMP) a été créé par le décret n° 2011-912 du 29 juillet 2011. Il intervient dans le domaine de la gestion de l'eau et de la biodiversité sur tout le bassin versant du Marais poitevin (640 000 ha, 2 régions, 4 départements). L'équipe en place comprend 8 personnes qui travaillent en étroite concertation pour réussir cette mission de conciliation de la gestion de l'eau et de la biodiversité sur un territoire complexe et très sensible.
Vos activités principales	- Piloter le processus d'élaboration de règlements d'eau sur la zone humide : groupes de travail géographique, propositions de fuseaux, expérimentation et propositions d'arrêtés préfectoraux. - Animer les projets de contrats de marais en partenariat avec les syndicats de marais candidats. - Elaborer des protocoles de gestion de l'eau et réviser les accords de niveaux d'eau. - Assurer le suivi du sujet inondation en lien avec la gestion des niveaux d'eau. - Suivre l'interface terre-mer.
Profil	Formation bac +5 spécialisée en gestion des milieux aquatiques et en agroenvironnement (Master 2 ou ingénieur), expérience sur un poste similaire souhaitée
Compétences principales mises en œuvre	- Techniques et réglementation dans les domaines de l'agriculture et de l'eau. - Aménagement du territoire et gestion de l'environnement, en particulier sur les milieux aquatiques et les zones humides. - Informatique et systèmes d'information géographique. - Gestion de crédits publics. - Environnement institutionnel et professionnel (une connaissance du territoire sera un avantage). - Conduite de projets et marchés publics. - Sens des relations humaines et du travail en équipe, fortes capacités d'animation.
Durée du poste	3 ans
Environnement professionnel	- Au sein d'un établissement public de l'Etat, l'agent sera placé sous l'autorité du directeur - Il sera amené à travailler en étroite collaboration avec les autres responsables de projets dans le domaine de l'eau et de la biodiversité
Qui contacter ?	Johann LEIBREICH, directeur Etablissement public du Marais poitevin (EPMP) 1, rue Richelieu - 85 400 Luçon johann.leibreich@epmp-marais-poitevin.fr 02 .51.56.56.21
Date indicative de prise de fonction	16 juin 2016
Date limite de dépôt des candidatures	29 février 2016
Pièces à fournir	CV et lettre de motivation

Etablissement public
du Marais poitevin

Fiche de poste

Intitulé du poste	**Chargé de mission : Gestion quantitative de la ressource en eau sur le Marais poitevin, porteur de l'organisme unique de gestion collective (OUGC).** **Poste susceptible d'être vacant**
Domaines fonctionnels	Territoire et développement durable
Modalités d'affectation	Détachement sur contrat (fonctionnaire), mise à disposition (depuis une structure publique), CDD de 3 ans (statut d'agent public) à défaut.
Catégorie statutaire	Cadre A +
Localisation	Luçon (Vendée)
Contexte	Prévu par la loi Grenelle 2, l'Etablissement public du Marais poitevin (EPMP) a été créé par le décret n° 2011-912 du 29 juillet 2011. Il intervient dans le domaine de la gestion de l'eau et de la biodiversité sur tout le bassin versant du Marais poitevin (640 000 ha, 2 régions, 4 départements). L'équipe en place comprend 8 personnes qui travaillent en étroite concertation pour réussir cette mission de conciliation dans la gestion de l'eau et de la biodiversité sur un territoire complexe et très sensible.
Vos activités principales	- Concevoir et mettre en place les interventions de l'établissement public dans le domaine de la gestion quantitative de la ressource en eau. - Porter la fonction d'organisme unique de gestion collective (OUGC) : gérer l'autorisation unique, établir, évaluer et faire valider le plan de répartition annuel, faire évoluer les protocoles de gestion, animer les groupes de gestion, gérer le budget de la redevance, coordonner la gestion des prélèvements. - Animer le réseau des OUGC délégués. - Piloter la mise en place d'un outil web permettant le suivi des prélèvements. - Coordonner le suivi des contrats territoriaux de gestion quantitative (CTGQ). - Représenter l'EPMP en tant que de besoin à l'extérieur de l'établissement. - Participer activement au fonctionnement de l'EPMP, aux réflexions stratégiques et à la coordination des actions. - Piloter la commission spécialisée chargée de proposer la répartition des prélèvements d'eau.
Profil	Formation bac + 5 spécialisée
Compétences principales mises en œuvre	- Connaissances techniques et réglementaires des politiques publiques dans le domaine de la gestion de l'eau - Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel - Capacité à la conduite de projet - Capacité à animer, expliquer, proposer, concilier et négocier - Sens des relations humaines et du travail en équipe - Autonomie
Durée du poste	3 ans (minimum) - renouvelable selon statut
Votre environnement professionnel	- Au sein d'un établissement public de l'Etat (EPA), l'agent est directement placé sous l'autorité du directeur. - Il est amené à travailler en étroite collaboration avec les autres responsables de projets de l'EPMP dans le domaine de l'eau et de la biodiversité. - Il est en étroite relation avec les services de l'Etat en région et en département et en particulier avec les services chargés de la police de l'eau. - Il développe des relations avec de nombreux partenaires : agriculteurs, syndicats de marais, chambres d'agriculture, syndicats mixte, etc.
Qui contacter ?	Johann LEIBREICH, directeur Etablissement public du Marais poitevin (EPMP) 1, rue Richelieu - 85 400 Luçon johann.leibreich@epmp-marais-poitevin.fr
Date indicative de prise de fonction	Avril 2016
Date limite de dépôt des candidatures	29 février 2016
Pièces à fournir	CV et lettre de motivation

ONCFS **17/12/2015**
Avis n° 15-448

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI, A POURVOIR A COMPTER DU 1er MARS 2016
A pourvoir par voie de mutation interne, en position normale d'activité, en contrat de détachement ou en contrat à durée déterminée (3 ans)

Catégorie	Filière technique Personnel de conception et d'encadrement (catégorie A)
Fonction	Chargé de mission « équilibre agro-sylvo-cynégétique » (F/H)
Affectation	Direction de la recherche et de l'expertise Unité Cervidés-Sanglier
Résidence administrative	5 rue St Thibault – Saint Benoist- 78610 AUFFARGIS (Près de Rambouillet)

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr
L'Office est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations interrégionales).

La Direction de la recherche et de l'expertise (DRE) est l'une des deux directions opérationnelles de l'ONCFS.

Elle réalise les études, les recherches et les expérimentations concernant la conservation, la restauration et la gestion de la faune sauvage et de ses habitats. Elle organise les suivis patrimoniaux et le suivi sanitaire de la faune sauvage. Elle développe des outils de suivi de gestions des espèces de la faune sauvage et de ses habitats en s'appuyant notamment sur un réseau d'espaces protégés gérés et cogérés par l'ONCFS et sur des réseaux de territoires agricoles et forestiers intégrant des méthodes de gestion favorables à la faune sauvage et ses habitats, mis en place par les organisations professionnelles concernées. Elle coordonne toutes les initiatives et démarches techniques opérationnelles de la gestion des espèces et des habitats, conduites sur le terrain par les délégations interrégionales et leurs services départementaux.

La DRE, appuyée par une cellule administrative, est organisée principalement autour de six Unités thématiques chargées de mettre en œuvre un programme pluriannuel de recherche examiné par la commission technique du Conseil d'administration, validé par le Conseil scientifique et arrêté par le Directeur général. Des missions placées auprès du Directeur ou d'un Chef d'Unité assurent la coordination de missions thématiques ou animent des réseaux partenariaux de territoires protégés, agricoles ou forestiers en lien avec les délégations interrégionales. Une cellule d'appui méthodologique placée auprès du Directeur de la Recherche et de l'Expertise apporte aux Unités de la DRE et le cas échéant aux cellules techniques des Délégations inter régionales son appui à la conception de la collecte, à la bancarisation, à l'analyse et à la modélisation des données.

L'Unité « Cervidés – Sanglier », qui comprend 17 agents, répartis en quatre équipes, travaille sur les thématiques suivantes:

- Suivi national des populations et études des collisions ongulés-véhicules
- Relations entre ongulés et habitats forestiers
- Démographie et gestion du sanglier
- Démographie et gestion des cervidés.

Une mission chargée des questions transversales relatives à l'équilibre agro-sylvo-cynégétique est placée auprès du chef de l'Unité. Elle assure le secrétariat de la Commission nationale des dégâts de gibier.

Description de l'emploi

Sous l'autorité hiérarchique directe du chef de l'Unité « Cervidés-sanglier », assure le suivi et le développement de la démarche Sylvafaune[1] et le secrétariat de la Commission nationale des indemnisations des dégâts de gibier – CNI. Il participe au développement de l'expertise et au transfert des connaissances en matière d'équilibre agro-sylvo-cynégétique. Il appuie ou supplée le chef de l'Unité dans ses relations avec les Ministères de tutelle de l'Office (Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie et Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt) et avec les organismes nationaux en charge de la gestion des espaces forestiers (Office national des forêts, Centre Nationale de la Propriété Forestière, etc.) et agricoles.

Activités principales

➢ Appui, développement et suivi de la démarche Sylvafaune

- Préparer les réunions du Comité de pilotage national Sylvafaune et les éventuels groupes de travail mis en place par cette instance.
- Actualiser la base de documentation relative à l'équilibre sylvo-cynégétique.
- Apporter un appui à l'animation des comités de pilotage locaux Sylvafaune en place au 1er janvier 2016 et préparer les nouveaux comités de pilotage locaux, à déployer au-delà.
- Dans chaque massif Sylvafaune, participer à l'analyse des données disponibles afin d'établir l'état des lieux de la relation forêt-ongulés.
- Elaborer des documents de synthèse et des supports de communication.

➢ Coordination et suivi de la Commission nationale d'indemnisation - CNI

- Assurer l'analyse technique sur les dossiers de recours déposés devant la CNI par les plaignants (agriculteurs, Fédérations des chasseurs), en vue de leur présentation lors des réunions de la commission.
- Préparer chaque réunion avec le Président de la CNI.
- Rédiger le compte rendu des réunions et les éventuelles analyses techniques, en relation avec les experts juridiques.
- Préparer les notifications des décisions prises par la CNI.
- Encadrer l'adjointe administrative dans son activité consacrée à la CNI.

➢ Appui technique, expertise, formation et communication

- Développer une expertise sur l'équilibre agro-sylvo-cynégétique en s'appuyant sur les connaissances des études déjà réalisées et en prenant l'attache d'interlocuteurs de différents niveaux (scientifiques et techniques) et de différentes structures.
- Apporter un appui technique à l'expertise développée en interne par les délégations interrégionales et les services départementaux, en collaboration avec les ingénieurs experts de la DRE
- Assurer le transfert des connaissances par la production de documents de vulgarisation et la participation à des actions de formation.
- Apporter un avis technique et prospectif au responsable de l'UCS sur les recherches à conduire, tenant compte des évolutions prévisibles de la société et des instances cynégétiques.
- Représenter le responsable de l'UCS dans différentes réunions ou instances nationale.

[1] *« Sylvafaune » est une démarche concertée et partenariale visant à donner aux gestionnaires forestiers et cynégétiques, d'une unité de gestion donnée, les moyens de partager un même constat sur la dynamique « peuplements forestiers – populations d'ongulés » et de construire dans la concertation des objectifs partagés.*

Profil attendu

Savoir-faire	Connaissances
Capacité à concevoir et à suivre des projets, des programmes de développement et des protocoles d'études, en lien avec la préservation de la biodiversité (suivi administratif, recherche de financements, gestion des fonds publics).	Bonnes connaissances des politiques publiques et des acteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de l'environnement, nationaux ou régionaux ainsi que du monde cynégétique
Mobiliser de la connaissance au service des agents, d'un réseau d'experts et de partenaires. Faire preuve de pédagogie et être capable de vulgariser l'information technique. Rédiger des documents sous des formes diverses adaptées à différents publics.	Très bonnes connaissances en sylviculture et en agriculture – techniques et humaines. Bonnes connaissances des milieux cynégétiques Bonnes connaissances en biologie des ongulés sauvages et bonne maitrise des protocoles de suivi des indices de changement écologique..
Communiquer en interne et avec une grande diversité d'acteurs, travailler en équipe et en réseau, négocier et représenter l'établissement	Technique de conduite de projet et d'ingénierie (suivi administratif, recherche de financement).
Travailler de façon autonome dans un cadre défini et à rendre compte	Connaissance du domaine informatique : gestion des bases de données, systèmes d'information géographiques (SIG)…
	Notions de management public.
	Anglais, lu, écrit et parlé.

Savoir être :
Aptitude au dialogue et au travail en équipe, esprit d'analyse et de synthèse, réactivité.

Diplôme et qualification:
Diplôme de niveau I (BAC + 5) dans l'une des spécialités suivantes : sciences de la vie ou de la terre, sciences et techniques communes, sciences appliquées, etc.
Une expérience dans le développement agricole et/ou forestier serait appréciée.

Conditions particulières d'exercice
Nombreuses relations avec des interlocuteurs variés.
Déplacements fréquents sur l'ensemble du territoire national.

Personnes à contacter- Modalités pour déposer une candidature

- Pour obtenir des **renseignements** sur le poste :

M. François KLEIN, chef de l'Unité « Cervidés Sanglier », francois.klein@oncfs.gouv.fr, téléphone : 03 29 79 97 85 ou 06 25 07 08 55.

- Pour **candidater**

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature avant le 26/02/2016,** terme de rigueur -, selon les cas :
-en **interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
-ou en **externe,** par lettre de motivation, (avec curriculum vitae détaillé et les trois dernières fiches d'évaluation).

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : marie-france.kerveadou@oncfs.gouv.fr
Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines-85 bis avenue de Wagram-75017 PARIS

Appel à candidatures
Chargé(e) de mission MAITRISE D'OUVRAGE TRAVAUX/AMENAGEMENT

Contexte

Le Parc national des Calanques est un établissement public récent, chargé de missions de protection des patrimoines naturels et culturels, d'accueil du public et d'appui au développement durable, sur un territoire comprenant un cœur terrestre de près de 9 000 ha et un cœur marin de 45 000 ha.

Sa situation périurbaine, aux portes de la deuxième ville de France, dans la dynamique de création d'une des grandes métropoles urbaines européennes, place le Parc national dans une situation inédite, un véritable défi pour la conciliation de la préservation de patrimoines naturel, paysager et culturel exceptionnels et le développement des activités.

L'essentiel du territoire en cœur de Parc national est sous maîtrise foncière publique, répartie entre le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, les villes de Marseille, Cassis et La Ciotat, le conservatoire du littoral, l'Etat dans ses différentes composantes… Dans ce contexte de mosaïque foncière complexe, le Parc national des Calanques joue un rôle central d'animation et d'appui en ingénierie. Il assure par ailleurs la gestion des terrains du Conservatoire du littoral et s'est vu affecter un certain nombre de bâtiments aux fins de mise en œuvre des missions du Parc.

Profil recherché

Poste de catégorie A ou B+, ouvert en priorité aux agents titulaires de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale, par voie de mutation ou de détachement.

Rattachement hiérarchique

Le poste est rattaché au pôle « aménagement du territoire, gestion, paysage » dont les missions sont de plusieurs ordres :

- l'instruction des demandes d'autorisation de travaux au titre de la règlementation spéciale applicable en cœur de Parc, visant à préserver la biodiversité et le paysage exceptionnels des Calanques ;
- le suivi des démarches de planification et d'aménagement sur le territoire du Parc : PLUi, SCOT, grands projets métropolitains, stratégie accessibilité, plan de massif ;
- l'accompagnement des porteurs de projets d'aménagement dans la bonne prise en compte des enjeux du Parc via la définition d'outils structurants (plan paysage), ou l'apport d'expertises (études préalables d'aménagement)…
- la gestion des milieux et espèces via l'encadrement règlementaire des activités agricoles, forestières, cynégétiques, l'élaboration de plans de gestion (espèces à enjeu cynégétique) ou de stratégie de gestion des milieux (milieux forestiers, milieux ouverts…).

Missions/activités

Au sein du pôle, le/la chargé(e) de mission est chargé(e) de :

1. **Définir et mettre en œuvre la stratégie d'aménagement et d'équipement du Parc national des Calanques pour l'accueil du public, suivant les orientations définies par le schéma d'accueil en cours de définition**

- Conduire un inventaire et un diagnostic des aménagements et éléments de patrimoine bâti potentiellement mobilisables pour la réalisation des missions du Parc national des Calanques ;
- Proposer une méthode d'élaboration de la stratégie d'aménagement et d'équipement du Parc, en lien étroit avec l'ensemble des partenaires et la mettre en œuvre ;

2. Piloter la réalisation des travaux d'aménagement sur les bâtiments patrimoniaux (sémaphores, locaux techniques…) affectés au Parc national pour ses missions de gestion, suivi, surveillance et accueil du public

- Etablir des demandes d'aides pour la réhabilitation du patrimoine bâti en gestion du Parc national ;
- Concevoir et faire réaliser les projets dans le respect des éléments architecturaux et des principes de réduction de l'empreinte écologique : depuis la conception et la programmation de l'assistance à maîtrise d'ouvrage jusqu'à la livraison du bâtiment ;

3. Accompagner les acteurs dans l'élaboration de projets d'aménagements exemplaires

- Piloter en lien avec l'ensemble des partenaires la réalisation d'études paysagères facilitant la définition concertée de projets d'aménagement qualitatifs, en particulier sur les portes d'entrée du Parc ;

4. Conduire/apporter un appui aux secteurs (et aux pôles) pour la réalisation de petits travaux d'aménagement et d'entretien en maîtrise d'ouvrage du Parc

- Valider la programmation annuelle des travaux conduits par les équipes de terrain du Parc (secteurs) : travaux nécessaires à la gestion des terrains du Conservatoire du littoral, petits travaux d'aménagement pour la maîtrise de la fréquentation…
- Appuyer les pôles/secteurs dans la conduite des procédures règlementaires (autorisations urbanisme, site classé, cœur de Parc…) et l'externalisation des travaux : appui technique et juridique, production de modèles de documents.

Pour mener à bien ses missions, il/elle travaille en lien étroit à l'interne notamment avec :
- le chargé de mission urbanisme /paysage chargé du pilotage des politiques d'aménagement et de préservation du paysage,
- le responsable de la mission « interface ville-nature », chargé de la coordination inter-secteurs,
- les agents des secteurs territoriaux, chargés de la gestion des sites du Conservatoire du littoral,
- le pôle « connaissances »…

Il/elle développe par ailleurs un large partenariat externe avec les services de l'Etat (DREAL, STAP, DDTM, France Domaine…), les propriétaires/gestionnaires publics des terrains en cœur de Parc.

Poste avec de nombreux déplacements sur l'ensemble du territoire du Parc.

Compétences, connaissances et expériences requises

- Forte sensibilité aux enjeux de développement durable
- Expertise affirmée sur le paysage et les aménagements paysagers, le patrimoine bâti et l'architecture, les acteurs du patrimoine
- Connaissance du code des marchés publics
- Connaissance généraliste du droit de l'urbanisme et de l'environnement
- Expérience de terrain et conduite de travaux
- Rigueur rédactionnelle
- Conduite de projet
- Maîtrise des logiciels informatiques de bureautique, SIG et dessin

Savoir-être attendus

- Esprit d'initiative et d'innovation
- Aptitude à travailler en équipe et en collaboration avec différents partenaires
- Diplomatie et bon relationnel, en interne comme en externe
- Rigueur et autonomie de travail, sens de l'organisation
- Discrétion professionnelle

Profil souhaité

Expérience confirmée dans la conduite de travaux d'aménagement et de gestion en espace naturel et sur patrimoine bâti.

Localisation

Siège du Parc national des Calanques, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

Date de prise de poste souhaitée

Au plus tard **le 1er avril 2016**.

Modalités de dépôt des candidatures

Candidature pour le poste de CHARGE(E) DE MISSION Maîtrise d'ouvrage travaux/aménagement
Adresser une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae détaillé à :
Monsieur le Directeur du Parc national des Calanques
2, Impasse Paradou Bât. A4
13009 Marseille
ou par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante : contact@calanques-parcnational.fr

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter Marie BERMOND, responsable du Pôle « aménagement du territoire, gestion, paysage », au 04 20 10 50 00 ou par mail marie.bermond@calanques-parcnational.fr.

La date limite de réception des candidatures est fixée au 5 février 2016.
Les auditions des candidats sélectionnés auront lieu à Marseille à la mi-février.
Seuls les candidats présélectionnés seront contactés. La non-réception d'une convocation à l'audition équivaut à un rejet de candidature.
Tous les candidats qui auront postulé recevront une réponse par courrier à la fin de la procédure, courant février.